

LA FRANCE FORTE

NICOLAS SARKOZY

Paris, le **12 AVR. 2012**

Monsieur le Directeur,

Vous avez bien voulu faire part de vos remarques à Nicolas SARKOZY concernant la situation des Droits de l'Homme dans notre pays et dans le monde.

Je tenais à vous assurer qu'il avait pris connaissance de votre courrier avec toute l'attention qu'il mérite et qu'il souhaitait vous apporter des éléments de réponse précis.

Droits des femmes :

Nicolas SARKOZY est naturellement favorable à la ratification par la France de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique signée à Istanbul le 11 mai 2011. La France soutient depuis 2009 un texte ambitieux sur le sujet. Elle a été la première à le signer. La violence à l'égard des femmes est inadmissible. Tout doit être mis en œuvre pour la prévenir et pour la sanctionner. Le gouvernement français a d'ailleurs agi dans ce domaine. La lutte contre les violences faites aux femmes a été désignée Grande Cause nationale en 2010. Par ailleurs, une loi relative aux violences faites aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants a été votée le 9 juillet 2010.

Les Roms en France :

Les Roms sont des ressortissants européens auxquels s'appliquent les mêmes règles que pour tout autre citoyen. La liberté de circulation est la même que pour les personnes nomades dans notre pays. Ils ont donc également les mêmes obligations à remplir. Nous veillerons donc à maintenir cette ligne commune à tous les citoyens.

Syrie :

La France a joué un rôle de premier plan dans les négociations engagées au sein du Conseil de Sécurité en vue d'aboutir à une résolution sur la Syrie. Nicolas SARKOZY a personnellement dénoncé de manière très ferme les violations des droits de l'Homme commises par les autorités syriennes. L'attitude de la Chine et celle de la Russie seront bien évidemment déterminantes dans la perspective d'une prochaine résolution. Dans un premier temps, la mission menée par Kofi ANNAN doit bénéficier d'un soutien sans réserve des membres du Conseil.

M. Jean-Marie FARDEAU
Human Rights Watch
142 rue Montmartre
75002 Paris

Le soutien apporté par la Russie et la Chine à la déclaration du 21 mars concernant cette mission constitue de ce point de vue une avancée importante. Les négociations dans le cadre de l'ONU doivent être poursuivies en visant un objectif primordial : l'arrêt effectif de toutes les violences. Pour amener le Conseil de Sécurité à rejoindre la position française et européenne sur cette question, il faut poursuivre le travail entrepris afin que la Chine et la Russie retirent leur soutien à Bachar AL-ASSAD.

En défendant les droits de l'Homme, la France se montre véritablement fidèle à sa vocation internationale. L'importance capitale que le Président de la République entend donner aux libertés individuelles dans la définition de notre politique étrangère s'est notamment manifestée lors des interventions conduites par la France en Côte d'Ivoire et en Libye. Cet engagement peut se traduire également par des contacts réguliers avec les personnalités et les organisations qui, au sein de la société civile, travaillent à la défense des droits de l'Homme, dans des circonstances souvent très dures. Pour autant, l'analyse des situations propres à chaque pays doit déterminer l'opportunité de telles rencontres. En effet, c'est l'amélioration concrète des libertés individuelles qui doit être la priorité de notre action.

Afghanistan :

Pour défendre les Droits de l'Homme, nous avons eu à intervenir en Afghanistan. Nos troupes se seront entièrement retirées d'Afghanistan à la fin de l'année 2013. Cette décision ne signifie nullement que la France va mettre un terme à son action. Si notre coopération est actuellement suspendue (opération de formation et d'aide au combat), notre coopération civile et technique a vocation à se développer. Notre engagement se concrétise dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, des échanges culturels et des infrastructures. D'ores et déjà, l'action internationale en Afghanistan a permis de construire 3 600 écoles depuis 2001 et de scolariser 6 millions d'enfants, dont plus de 2 millions de filles. La formation des générations futures nous paraît être le plus sûr moyen de faire avancer la cause des femmes et de l'Etat de droit.

Lutte contre l'impunité :

Les crimes les plus graves commis au cours des dernières années dans certains pays du continent africain, tels que la Côte d'Ivoire, la Guinée ou la République Démocratique du Congo, doivent être sanctionnés de la façon la plus sévère. Sans que l'on puisse accuser la France de s'ingérer dans les décisions politiques prises dans ces trois pays, Nicolas SARKOZY souhaite que les responsables de crimes graves soient, dès leur identification et leur arrestation, traduits devant des juridictions compétentes et indépendantes. L'exemple des mesures récemment prises par le président ivoirien démontre qu'il est possible de concilier le souci de justice et l'impératif de réconciliation nationale.

Chine :

Les relations étroites que la France entretient avec la Chine n'impliquent en rien un quelconque soutien aux mesures prises par le gouvernement chinois pour limiter l'exercice des libertés individuelles. Face à ses interlocuteurs chinois, le Président de la République a cherché à établir un dialogue direct, franc et constructif sur tous les sujets, notamment les plus difficiles. Nicolas SARKOZY a ainsi voulu rencontrer le Dalai-lama en décembre 2008 tout comme il a souhaité, depuis deux ans, que la France prenne l'initiative des déclarations européennes réclamant la libération de Liu XIAOBO.

Russie :

Tout comme pour la Chine, la France a jeté les bases d'un dialogue constructif avec la Russie. Ce dialogue n'a jamais empêché de réaffirmer avec force l'importance que nous accordons au respect des droits de l'Homme, en particulier dans les régions en conflit du Caucase. C'est ainsi que Nicolas SARKOZY est intervenu, à l'été 2008, pour réaffirmer très clairement notre position concernant le respect de l'indépendance de la Géorgie. Dès lors que des violations des droits de l'Homme sont précisément identifiées, le Président de la République n'a jamais hésité à intervenir ou à se mobiliser.

Lutte contre l'impunité pour les crimes graves :

Quelle que soit leur nationalité, les auteurs de crimes impliquant des violations graves des droits humains doivent être poursuivis, jugés et condamnés. Cette position, défendue de manière inflexible par la France, justifie pleinement que les procédures judiciaires actuellement engagées par des juridictions françaises suivent leur cours. Nicolas SARKOZY est donc disposé à intervenir pour que les droits individuels garantis par les lois françaises et internationales soient respectés de manière effective par les Etats partenaires de la France et pour que soient exécutées les décisions de justice.

Orientation sexuelle et identité de genre :

Être persécuté en raison de sa sexualité est choquant et inadmissible. La France soutient pleinement le combat engagé au sein des instances internationales, notamment par de nombreuses organisations non gouvernementales, en vue de lutter contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, comme sur l'origine ethnique ou les convictions politiques et religieuses. A ce titre, Nicolas SARKOZY souhaite que la France puisse prendre position de façon claire, notamment au sein du comité des droits de l'Homme de l'ONU, contre les Etats prévoyant de sanctionner l'homosexualité par la peine de mort. Ces législations rétrogrades, encore en vigueur dans neuf pays du monde, doivent faire l'objet d'une condamnation unanime sur la scène internationale.

Nicolas SARKOZY a donc su tout au long de son quinquennat maintenir une ligne de fermeté sur nos principes et d'ouverture à l'égard des différents pays du monde. Il a, en cela, été fidèle à l'histoire de notre pays et à notre tradition diplomatique. Soyez assurés que le combat pour les Droits de l'Homme demeurera sa ligne de conduite.

Restant à votre entière disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Guillaume LAMBERT
Directeur de campagne de M. Nicolas SARKOZY